

Cher lecteur!



Quand le bulletin mensuel « CDM Highlights » a été lancé en juin 2003, seulement une petite communauté de développement composée d'enthousiastes a cru au marché MDP dont les institutions venaient juste de voir le jour. 100 numéros et 8 ans plus tard, le MDP est devenu un business énorme touchant plus de 80 pays. Simultanément, l'afflux de projets, l'enregistrement et la délivrance des URCEs ont atteint des valeurs record. Pourtant, des nuages sombres se rassemblent – et le ressort actuel peut rapidement céder à l'obscurité comme le régime mondial de la politique du climat se fragmente, les centres de demande clé comme l'UE ferment leurs portes aux importations des URCEs et de nouveaux mécanismes non testés du marché sont devenus plus attrayants que le vieux cheval de trait en haillons, le MDP. Espérons que ces nuages se dispersent et que nous verrons un paysage plein de vie de mécanismes du marché dans les pays en développement quand sera édité notre 200^{ème} numéro !

Friedel Sehleier, GTZ
 Axel Michaelowa, Perspectives GmbH

Table des matières

- [CCNUCC, Conseil Exécutif du MDP et ses panels](#)
- [Négociations sur les nouveaux mécanismes du marché](#)
- [Le soutien du changement d'échelle de l'atténuation à travers les programmes et les groupements de projets](#)
- [Le MDP dans les Pays les Moins Avancés et l'Afrique Subsaharienne](#)
- [Développeurs de projets, Entités Opérationnelles Désignées et Consultants](#)
- [Incitations pour l'investissement MDP](#)
- [Nouvelles du Web et téléchargements du mois](#)

Editorial de notre invitée Christiana Figueres



Clairement, c'est mon travail comme Secrétaire Exécutif de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques d'aider les pays à négocier une réponse contre le changement climatique. Comme fonctionnaire de l'ONU, je suis obligée de le faire d'une manière neutre, impartiale. Cela dit, personne ne va me reprocher le fait que je suis une passionnée par la sauvegarde de la planète de la fugace du changement climatique. Et dans ma passion, si j'attire l'attention sur ce que je vois comme importants accomplissements du processus international, le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP/CDM) est un accomplissement très important.

En juste 10 ans, les Partis ont nourri jusqu'à maturation une industrie de multi-milliards de dollars autour du business de la création et de l'échange des réductions des émissions. A ce moment, il y a plus de 3400 projets MDP enregistrés dans 71 pays et encore plus de 3300 projets dans le pipeline. Pour l'instant, plus de 730 millions d'unités de réductions d'émissions certifiées (URCEs) ont été délivrées à 1180 projets.

Chiffre du mois

236 projets soumis pour la validation; 155 projets enregistrés; 16 PoAs soumis pour la validation (tous des nouveaux records).

Entités Opérationnelles Désignées

Compagnies se soumettant pour devenir entités opérationnelles : 11

Entités Opérationnelles Accréditées : 38

- dont 14 des pays d'accueil
- dont 24 des pays acheteurs
- dont 38 pour la vérification
- 11 EODs se sont retirées
- Aucune EOD n'est suspendue

Autorités Nationales Désignées

La liste des ANDs les plus actives à l'approbation se présente comme suit :

- Chine : 3240 projets (+86). Les projets comprennent 55 fermes éoliennes, 12 hydro, 5 projets de biomasse, 4 projets de déchets, 3 projets de récupération de chaleur, 2 projets de décharges, 1 projet solaire, 2 projets d'efficacité énergétique dans l'industrie, 1 projet de méthane de mine de charbon et 1 projet de réseau de chaleur (8,8 millions d'URCEs par an).
- Inde : 2069 projets (+0)
- Brésil : 265 projets (+0)
- Vietnam: 176 projets (+13).
- Thaïlande : 146 projets (+8).
- Indonésie : 104 projets (+0)
- Philippines : 64 projets (+0)
- Colombie : 62 projets (+0)
- Pérou : 39 projets (+0)
- Argentine : 39 projets (+3)
- Israël : 32 projets (+0)

ANDs notifiées : 160 (128 pays hôtes, 32 pays acheteurs)

Autres nouvelles

L'Institut de la Banque Mondiale dispense un Cours d'apprentissage en ligne intitulé « le Programme d'Activités du Mécanisme pour un Développement Propre : les Défis et les Opportunités » du 7 au 18 novembre. Les inscriptions sont possibles jusqu'au 31 octobre à wbicc@worldbank.org.

En bref, le MDP a fait exactement ce dont on a eu l'intention d'en faire : il a encouragé la participation du secteur privé et l'investissement dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement. Il a fourni aux pays qui ont des engagements conformément au Protocole de Kyoto un peu de flexibilité pour honorer ces engagements et il a contribué au développement durable dans les pays en développement. Ce qui est un plus, c'est qu'il a montré qu'il peut évoluer et s'améliorer en réponse aux besoins des participants aux projets – penser jusqu'où le mécanisme est arrivé, surtout dans les deux dernières années, du point de vue de l'innovation et de l'efficacité.

Quand les pays se rencontreront à Durban dans quelques semaines, ils vont travailler durement pour négocier à travers les impasses restées depuis les séances de négociations précédentes. Aussi, d'une manière importante, ils vont travailler pour tirer parti des accomplissements considérables des séances précédentes. Je crois que le succès va incontestablement provenir d'une telle approche : travaillons durement pour trouver une voie commune, efficace au futur et reconnaissons et tirons parti de nos succès quand ils se réalisent. Le MDP est un succès important dont les Partis doivent tirer parti à Durban, avec un texte qui réaffirme l'usage continu sans interruption du mécanisme en réponse internationale au changement climatique.

Enfin, c'est avec plaisir que je félicite la GIZ et les rédacteurs en chef de la publication de la 100^{ème} édition du bulletin « CDM Highlights ». Bien fait.

Le feed-back reçu de nos lecteurs

Dans notre précédent numéro, nous avons demandé à nos lecteurs de soumettre des points de vue sur les réalisations et les défis futurs pour le MDP. Nous apprécions énormément le feed-back reçu. Comme **développement le plus important du MDP dans les 8 dernières années**, les lecteurs croient que les contrôles de qualité imposés par le CE ont poussé le mécanisme vers des projets de qualité supérieure, le poussant simultanément aussi au bord de l'effondrement. En plus, les PoAs sont considérés comme indispensables dans l'établissement de l'approche au MDP pour les PMA avec un potentiel d'impacts loin devant tout autre effort international.

En ce qui concerne **le plus grand défi pour le MDP aujourd'hui**, la question soulevée est : est-ce que la vitesse du MDP va aider à pousser les partis vers un nouvel accord mondial avec des éléments du marché ? L'inquiétude principale des lecteurs est la tendance basse des prix des URCEs : « pourquoi prendre le risque et des complications, du temps et des ressources pour développer des projets MDP si je peux acheter des certificats verts et « bancables » à 9 € par le clic d'une souris ? »

Sur **la question clé à laquelle les nouveaux mécanismes du marché doivent s'attaquer**, un grand défi est signalé dans l'amélioration du financement mondial du secteur privé, de l'intérêt et de la demande pour ces marchés - potentiellement fragmentés. Aussi, une question a été soulevée sur comment intégrer dans le futur les réductions des émissions des secteurs qui sont insuffisamment représentés dans le MDP pour l'instant - comme le transport et l'utilisation des terres - dans le marché du carbone.

CCNUCC, Conseil Exécutif du MDP et ses panels

- Un atelier de travail technique de la CCNUCC sur les modalités et les procédures pour la CSC (CSS en anglais) sous le MDP a été tenu au début du mois de septembre à Abou Dhabi, aux E.A.U. La réunion a servi à aider le secrétariat dans l'élaboration d'un projet de document qui va être étudié par l'Organe Subsidaire pour le Conseil Scientifique et Technologique (SBSTA) lors de sa prochaine session à Durban. Les participants ont convenu que la plupart des aspects critiques en considération comme la sélection du site, les limites du projet, la comptabilisation des émissions, les questions transfrontalières, le risque, la sécurité et l'évaluation socio-environnementale, la surveillance aussi bien que la permanence et la responsabilité pourraient être abordés de manière satisfaisante. Bien qu'il reste peu clair comment s'occuper de la responsabilité dans les cas de fuites ou de non-permanence du CO2 pour le long terme. Un rapport de synthèse complet des avis soumis par les partis et les observateurs est disponible à : <http://unfccc.int/resource/docs/2011/sbsta/eng/inf07.pdf>.

Le 15 novembre, un débat sur « les Marchés du Carbone pour les Pauvres : une Contradiction dans les Termes ? » est organisé à Londres par l'Université d'East Anglia. Inscription gratuite à p.quinn@uea.ac.uk.

La conférence commerciale « la Finance Climat et les Marchés du Carbone en Afrique » sera tenue les 24 et 25 janvier 2012 à Johannesburg. Voir <http://www.greenpowerconferences.com/EF/?sSubSystem=Prospectus&sEventCode=CM1201ZA&sSessionID=8bf96adaaad2e82521d0dd29ab731a4c-5433966>.

Compteur du MDP

Au 30 Septembre 2011

▪ Méthodologies

Méthodologies à grande échelle de ligne de base en quête d'approbation : 22
- dont forêt : 1

Méthodologies à petite échelle de ligne de base en quête d'approbation : 9

Méthodologies à grande échelle de ligne de base approuvées et publiées : 108 (dont la méthodologie AM0001 qui est actuellement mise en attente, incluant 20 consolidées)
- dont forêt : 13 (dont 2 consolidées)

Méthodologies à petite échelle de ligne de base approuvées et publiées : 78
- dont forêt : 7

▪ Pipeline des projets

Projets sujets actuellement à des commentaires publics sur les PDD : 247
- dont 18 sont des PoAs

Projets et PoAs dans la phase de validation : 3563
- dont 69 sont dans la période où une demande d'examen peut être lancée (incl. 2 PoA)
- dont 249 sont en cours de contrôle d'état complet
- dont 48 leur ont été lancée une demande d'examen
- dont 3 doivent faire des corrections
- dont 0 est en cours d'examen
- dont 125 sont des PoAs
- dont 144 soumettent pour le Gold Standard

URCEs prévues jusqu'en 2012 des projets en cours de validation : 621

Lors de sa 63^{ème} réunion du 26 au 30 septembre, le Conseil Exécutif du MDP a pris les décisions suivantes :

- Une priorité clé pour le CE l'année prochaine sera « de rafraîchir et communiquer sa vision pour le MDP et sa mission », c'est-à-dire renforcer son aspect concurrentiel vis-à-vis des nouveaux mécanismes post 2012.
- Les règles de vote du CE restent inchangées.
- 5 méthodologies de grande échelle ont été approuvées (la récupération de gaz des usines d'ammoniaque et d'acier, la réduction de CF4 dans la production de semi-conducteurs, les lignes à haute tension de transport du courant continu, la bi-combustion de biomasse dans les centrales). Surtout les trois dernières sont très génériques et pourraient générer de grands afflux de projets dans un scénario post 2013 pertinent de demande MDP. La validité d'application de la méthodologie AM 0023 sur la fuite dans les pipelines à gaz a été élargie à une large gamme d'activités de transport du gaz; les méthodologies de bio-centrales ACM 0006 et ACM 0018 permettent maintenant de grandes parts de combustible fossile dans la bi-combustion.
- Trois normes qui pourraient davantage ouvrir la voie à un afflux rapide de PoAs ont été approuvées. Ces normes vont être fusionnées dans une norme PoA et entreront en vigueur à une date non encore spécifiée et qui va être définie lors de la 65^{ème} réunion du CE :
 - La norme d'additionalité du PoA est très générique et ne tient pas en compte le défi de définir « la politique ». Il y aurait besoin d'une interprétation substantielle.
 - La norme de critères d'éligibilité du PoA prévoit des critères d'éligibilité considérablement plus détaillés et plus nombreux que ce qui a été le cas pour la plupart des PoAs pour l'instant.
 - Une approche moins rigide pour la combinaison des méthodologies pour les PoAs permet généralement toutes les combinaisons de méthodologies pour les projets de petite échelle aussi longtemps qu'ils n'ont pas d'effets croisés, pendant que les combinaisons de méthodologies pour les grands projets ont besoin d'une attention spécifique du CE. Les effets croisés seront évalués par le Secrétariat. La combinaison des méthodologies d'énergies renouvelables AMS-I.A + AMS-I.D/F a été acceptée.
- Les règles longuement attendues sur « le premier projet/méthodologie en son genre » et sur les « pratiques communes » ont été concordées. « Le premier en son genre » fait allusion aux projets qui appliquent une technologie qui n'a pas été commercialisée dans la région géographique applicable avant la date de début du projet, mais qui est capable de livrer le même produit que les alternatives existantes. La région géographique applicable peut être plus petite que le pays d'accueil si les technologies « varient considérablement ». Il est limité à une période d'accréditation de 10 ans et jugé automatiquement additionnel. Les critères pour la différenciation des technologies sont le combustible, les matières premières et la taille de l'échelle (micro, petite et grande comme définie sous le MDP). À moins qu'un projet ne soit considéré « premier en son genre », l'outil d'additionalité exige un contrôle de la diffusion de la technologie applicable dans le secteur respectif ou la région. Les projets sont considérés comme de la « pratique commune » si la part de la technologie dans les projets qui ont commencé l'exploitation commerciale avant la date de début du projet est de plus de 20 % et au moins trois usines existantes appliquent la même technologie. En plus, des critères clairs ont été émis pour déterminer les limites des technologies sujettes au test de pratique commune.
- Une liste prometteuse de méthodologies de technologies d'énergies renouvelables de petite échelle automatiquement additionnelles a été approuvée. Elle inclut le solaire photovoltaïque raccordé au réseau, l'éolien dans la mer (off-shore) et l'énergie marine. Les technologies hors réseau seront ajoutées à la liste et seront proposées par le Groupe de travail sur les méthodologies de Petite Échelle.
- Le seuil pour l'additionalité automatique des autres technologies renouvelables a été mis à 3 pour cent de la capacité installée totale connectée au réseau dans le pays d'accueil.
- Dans une démarche pour faciliter les projets forestiers, il a été décidé que les projets enregistrés peuvent utiliser des versions de méthodologies pour la vérification qui ont été approuvées après la date d'enregistrement du projet. De plus, les changements mineurs du design du projet n'ont pas besoin d'être notifiés.

millions

- dont 30,1 millions de ceux qui ont été officiellement soumis pour l'enregistrement et 9,5 millions qui proviennent de projets ayant une demande d'examen
- dont 1,1 million des projets qui nécessitent des corrections
- dont 0 million des projets en cours d'examen

Projets qui ont échoué durant la validation : 1439
 - dont 206 ont été rejetés par le CE du MDP
 - dont 53 ont été officiellement retirés
 - dont 194 ont eu un rapport de validation négatif
 - dont 986 ont abandonné la validation

Projets Enregistrés et Délivrance d'URCEs

URCEs prévues jusqu'en 2012 des projets qui ont échoué avant l'enregistrement : 613 millions
 - dont 105,5 millions de ceux qui ont été rejetés par le CE du MDP
 - dont 23,4 millions des projets qui ont été retirés
 - dont 77,1 millions des projets qui ont été rejetés par les validateurs
 - dont 406,5 millions des projets qui ont abandonné la validation

Projets enregistrés : 3504
 - Prévues 2110 millions d'URCEs d'ici 2012
 - dont 12 sont des PoAs
 - dont 33 remplissent les critères du Gold Standard
 - Pays hôtes : 71
 - Pays acheteurs : 20

URCEs délivrées : 745 millions
 - Nombre de projets avec des URCEs délivrées : 1197
 - dont 12 projets Gold Standard
 - Demandes de délivrance rejetées et non soumises de nouveau : 32 (7,4 millions d'URCEs)
 - Demandes de délivrance retirées et non soumises de nouveau : 30 (2,9 millions d'URCEs)

Prix de l'URCE

7 à 8 € pour les certificats post-2012 de haute qualité.
 6 à 7 € pour les projets à risque moyen dans le futur,
 7 à 8 € pour les projets à faible risque dans le futur,
 7,5 à 8,5 € pour les projets enregistrés,
 8 € comme prix spot au marché BlueNext.
 En raison des prix faibles sur les marchés des URCEs secondaires, le marché des URCEs primaires est presque gelé.

- Quatre des 21 projets en cours d'examen pour l'enregistrement ont été rejetés : un éolien, une centrale bio, un projet de gestion des déchets d'animaux et un projet de récupération de chaleur dans l'industrie du ciment.
- De deux demandes de délivrance en cours d'examen, un a été rejeté, se rapportant à 0,11 million d'URCEs d'un projet indien de ferme éolienne.
- Toutes les 14 demandes resoumises de demandes de délivrance rejetées auparavant ont été approuvées, dont cinq couvrent la gestion des déchets d'animaux.
- Il peut y avoir une sortie de l'énigme de la méthodologie du HFC-23, comme le CE converge vers une solution qui permet aux producteurs du HCFC-22 de réclamer un facteur d'émission de ligne de base de 1,2 % si les usines installent l'équipement de réduction des émissions même dans les nouvelles installations non éligibles sous le MDP. Toutes les autres usines appliqueraient un facteur d'émission de ligne de base de 1 %. La méthodologie AM 0001 applique actuellement un facteur de 3 %.
- Une procédure pour la soumission et l'approbation de lignes de base standardisées a été approuvée. Les ANDs vont être considérées comme des « boîtes à lettres » pour la soumission de propositions par différents participants aux projets MDP. Les propositions peuvent aller à plus d'un pays d'accueil et doivent être accompagnées par un rapport sur la qualité des données. Ce rapport, qui peut être fait par une EOD, sera financé par le Secrétariat de la CCNUCC pour les pays avec moins de 10 projets enregistrés, mais à la limite de 3 soumissions seulement. Le Secrétariat va évaluer les soumissions au cours de 28 jours suite à un contrôle d'état complet réussi. Des membres de groupes de travail ou de panels et des membres du CE peuvent contester la recommandation du Secrétariat. En général, la procédure exige beaucoup de contribution des ANDs et le Secrétariat va ainsi travailler seulement dans les pays ayant une AND fonctionnelle. Le CE a souligné que le niveau de sévérité des lignes de base standardisées devrait être suffisant pour garantir un haut niveau d'intégrité de l'environnement.
- Les sujets reportés sont :
 - Le renouvellement de la période d'accréditation du projet HFC-23 d'ULSAN ;
 - les règles pour les soumissions de l'AND sur l'additionalité automatique des renouvelables (CE 65);
 - la norme d'échantillonnage proposée, où une nouvelle proposition concernant l'échantillonnage pour la validation des EODs doit être développée en consultation avec les EODs et les Participants aux Projets (PP);
 - le projet proposé et les normes de validation et de vérification (CE 64);
 - la procédure du cycle de projet (CE 64);
 - La responsabilité de l'EOD pour les manques dans la validation et la vérification (CdP).
- Le programme de prêt pour le soutien du MDP dans les PMAs et les pays avec moins de 10 projets enregistrés recevra 4,4 millions de dollars (provenant des intérêts sur surplus accumulé du MDP payé en 2009 et 2010) – qui dépasse ce qui était attendu. Ainsi, environ 100 PDDs pourraient être soutenus dès que le programme est opérationnel.

Bazar du MDP (www.cdmbazaar.net)

Vers la fin du mois de septembre, 246 acheteurs (+2) de 39 pays (+1), 354 vendeurs (+0) de 70 pays (+0) et 725 prestataires de services (+3) de 67 pays (-1) avaient des listes sur le Bazar du MDP.

L'Inde mène la liste des prestataires de services avec 162 entrées (+0), suivie par le Royaume-Uni avec 70 (+0), la Chine avec 68 (+0), les Etats-Unis avec 66 (+0) et le Brésil avec 32 (+0). 82 projets et idées de projets (+1) ont été postés par les vendeurs.

Programme de Protection du Climat de la GTZ pour les Pays en Développement

Le Programme de Protection du Climat de la GTZ est réalisé au nom du Ministère Fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Plus d'informations à [http://www.gtz.de/...](http://www.gtz.de/)

Table des acronymes

Veillez, s'il vous plaît, cliquer ici pour le détail de tous les acronymes utilisés dans ce bulletin : <http://www.gtz.de/.../en-climate-cdm-abbreviations.pdf> (40 KB)

[Haut](#)

Négociations sur les nouveaux mécanismes du marché

- Selon « the Guardian », la Banque Mondiale appelle les pays industrialisés à dédier une part de leur finance engagée sur le climat international pour acquérir des crédits carbone pour évaluer et servir de tremplin à de nouvelles approches, comme des concepts de programmes par pays, de nouvelles méthodologies, des réformes du MDP et de nouveaux mécanismes, dans l'objectif « d'aider à développer un pipeline de réserves pour un marché futur revu à la hausse, tout en prévenant des insuffisances des offres futures et des pressions sur les prix ».
- IGES publie la première édition de « Nouveaux Mécanismes du Marché en Graphiques », un compagnon au célèbre « MDP en Graphiques ». Il est disponible à http://www.iges.or.jp/en/cdm/report_nmm.html et sera actualisé régulièrement.
- Des analyses pour de possibles programmes domestiques d'échange des émissions au Brésil, en Chine, en Inde, au Kazakhstan, au Mexique et en Corée du Sud sont présentées par l'Institut de Wuppertal à <http://www.jiko-bmu.de/1054>.
- Joëlle de Sépibus et Andreas Tuerk discutent des défis institutionnels et de la gouvernance de l'accréditation sectorielle et constatent que les exigences minimales doivent être fixées au niveau de la CCNUCC pour protéger l'intégrité de l'environnement; voir <http://www.climatestrategies.org/research/our-reports/category/65/337.html>.
- Le fournisseur de certificats de compensation forestiers Terra Global évalue « le Marché Émergent pour le Carbone provenant de la Forêt et de l'Utilisation des terres », voir

<http://www.terraglobalcapital.com/press/Terra%20Global%20-%20Emerging%20Forest%20Carbon%20Market%20-%2030%20Sept%202011-%20Ext%20v1.0.pdf>

Une publication par Forest Trends donne une idée générale sur l'état des marchés de carbones forestiers; voir www.ecosystemmarketplace.com/reports/forestcarbon2011 (6,5 Mo).

- Le budget pour le mécanisme bilatéral japonais en 2012 a été réduit de 29 % de 80 à 56 millions d'euros.

[Haut](#)

Le soutien du changement d'échelle de l'atténuation à travers les programmes et les groupements de projets

- En Septembre, 16 PoAs sont entrés dans le pipeline de la validation – sept programmes d'énergie solaire, six activités de biogaz, deux programmes de centrales hydro et un programme de purification de l'eau.
- Concernant les soumissions, la Chine avec 20 PoAs mène devant l'Afrique du Sud (16) et l'Inde (15). Au total, 38 pays d'accueil sont impliqués dont 9 sont des Pays Moins Avancés.
- Du point de vue des technologies, les mesures d'efficacité énergétique des côtés offre et demande d'énergie mènent avec 47 PoAs, suivies par le biogaz (41 PoAs) et par les renouvelables (39 PoAs).
- Au Bangladesh, a été enregistré le premier PoA de four efficace sous le MDP.

[Haut](#)

Le MDP dans les Pays les Moins Avancés et l'Afrique Subsaharienne

- La Conférence des Ministres de l'Énergie en Afrique a déclaré que le financement du marché du carbone devrait être poursuivi pour de grands projets régionaux d'hydroélectricité.
- Le développeur de projets Camco va entreprendre des mesures de renforcement de capacités sur le MDP et de développement de projets en Ouganda d'une valeur de 800,000 euros sous les auspices de l'Agence belge de Développement.
- Le Zimbabwe est entré dans le groupe de pays d'accueil MDP (voir ci-dessous).
- 2 projets des Pays les Moins Avancés (Afrique subsaharienne) sont entrés dans le pipeline en septembre :
 - Un projet de cogénération de 40 MW basé sur la bagasse à la sucrerie West Kenya Sugar Limited (Kenya, le projet démarrera en 2013).
 - Projet de réduction de N2O d'une usine d'acide nitrique de la société Sable Chemicals Industries Limited au Zimbabwe (Zimbabwe, le projet démarrera en 2013).

[Haut](#)

Renforcement des capacités sur le MDP par la GIZ

x

[Haut](#)

Développeurs de projets, Entités Opérationnelles Désignées et Consultants

- En Septembre, 236 projets sont entrés dans le pipeline – beaucoup plus que le record atteint le mois dernier. Les 2 plus grands sont :
 - Un projet de réduction des fuites de gaz dans le réseau de distribution de gaz moldove (République de Moldavie, 0,8 million d'URCEs d'ici à 2012).
 - Un projet de centrale hydraulique au Mili County Saduo (Chine, 0,7 million d'URCEs d'ici à 2012).
- Le métro de Delhi a été enregistré comme le premier projet MDP de transport ferroviaire de grande échelle, en estimant plus de 0,5 million d'URCEs par an.
- Il a été annoncé que le développeur suisse de projets Vitol et la société chinoise de service public Huaneng ont joint leurs forces pour l'acquisition de projets MDP chinois enregistrés avant la fin de 2012 en montant un fonds MDP de 5 millions d'euros. En août, le développeur de projets Mercuria et la société chinoise de service public Datang ont annoncé une collaboration semblable. Les développeurs européens de projets essaient maintenant de puiser au maximum les URCEs chinoises avant que l'offre des nouveaux projets ne s'assèche l'année prochaine aussi bien que pour se placer pour les futurs marchés chinois domestiques.
- Les acheteurs de certificats ont offert d'acheter des crédits chinois à un niveau de 5 euros par URCE, pendant que les développeurs de projets s'opposent à la vente au-dessous de 8 euros par URCE.

- Le Forum latino-américain de Carbone a été tenu à San José, au Costa Rica du 27 au 29 septembre. Plus de 900 participants de 46 pays ont assisté au forum qui s'est focalisé sur les marchés existants et futurs du carbone et d'autres options de finance carbone. Les développeurs de projets et le secteur privé ont exhorté les décideurs de donner une certitude sur le paysage futur du marché mondial du carbone et en particulier sur l'avenir du MDP.

[Haut](#)

Incidations pour l'investissement MDP

- Influencé par l'agitation provoquée par la crise de dettes des pays de l'UE, le prix pour l'EUA a chuté à 10,7 euros pour le marché spot. L'écart par rapport à l'URCE délivrée a été de 2,7 euros.
- Les URCEs post 2012 éligibles dans le SEEQE sont maintenant échangées dans un contrat séparé sur Bluenext. Pourtant, elles n'atteignent pas un excédent considérable par rapport aux URCEs non-éligibles pour l'instant.
- La Commission Européenne est en train de réfléchir s'il faut interdire davantage de catégories de projets des importations des URCEs dans l'UE. Le commissaire Hedegaard a déclaré que l'interdiction du HFC-23 « ne sera pas probablement la dernière interdiction ». Les centrales à charbon semblent être sur la liste de la Commission. Trois Parlementaires de l'UE ont demandé à la Commission comment a-t-elle l'intention de s'occuper des URCEs des projets reliés aux abus des droits de l'homme.
- Dans le souci d'avoir autant que possible de projets enregistrés avant la fin de 2012, l'AND chinoise a atteint un niveau record d'approbations d'un pays d'accueil avec 86 approbations lors de la dernière réunion de l'AND (voir aussi la colonne à droite).
- Après l'UE et l'Australie, le gouvernement de Nouvelle-Zélande veut maintenant interdire les URCEs des HFC-23 et des N2O de la commercialisation dans le programme d'échange de la Nouvelle-Zélande comme il craint de devenir un chantier de dépôt pour de telles URCEs.
- Le Comité de Supervision de la Mise en Œuvre Conjointe (JISC) recommande de fusionner les deux track de MOC en un seul. Il veut avoir le contrôle sur la délivrance des UREs et demande à la CdP d'introduire des procédures d'accréditation MOC post 2013.
- 70 projets avec une estimation 106 millions d'UREs ont été soumis pour le troisième appel d'offres russe de JI qui veut allouer 70 millions d'UREs.

[Haut](#)

Nouvelles du Web et téléchargements du mois

- De façon indépendante, deux sources d'information sur les NAMAs ont mises en place :
 - www.NAMApipeline.org, compilé par UNEP Riso et structuré de la même façon comme le Pipeline MDP;
 - www.NAMA-database.org, compilé par Ecofys et offre une bonne évaluation graphique de NAMAs soumis conformément à l'Accord de Copenhague et actuellement en cours de développement.
- CDM Watch critique des projets de centrales à charbon efficaces et demande leur exclusion du MDP, voir http://www.cdm-watch.org/wordpress/wp-content/uploads/2011/10/Press_Release_EBregistersIndianProjects.pdf.
- Le nouveau forum MDP de surveillance et des participants aux projets avec un accent spécial sur l'Etat indien de Gujarat est le « Forum de Gujarat sur le MDP », qui est lancé par l'ONG indienne Paryavaran Mitra et CDM Watch.
- Le compte rendu de « l'Atelier de travail sur l'Amélioration de la Distribution Régionale des Projets MDP en Asie et au Pacifique » tenu à Katmandu est disponible à http://www.iges.or.jp/en/cdm/activity_regional110906.html; l'atelier était focalisé sur les lignes de base standardisées.

[Haut](#)

Information sur l'enregistrement

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Bureaux enregistrés

Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 40
53113 Bonn, Germany
Tél.: +49 228 44 60-0
Fax: +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn, Germany
Tél.: +49 61 96 79-0
Fax: +49 61 96 79-11 15

Email: info@giz.de
Internet: www.giz.de

Enregistré à :

Court locale (Amtsgericht) Bonn, Germany: HRB 18384
Court locale (Amtsgericht) Frankfurt am Main, Germany: HRB 12394

TVA n° :

DE 113891176

Président du Conseil de Supervision :

Hans-Jürgen Beerfeltz, Secrétaire d'Etat

Président du Conseil d'Administration :

Dr Bernd Eisenblätter

Directeurs généraux :

Dr Christoph Beier
Adolf Kloke-Lesch
Tom Pätz
Dr Sebastian Paust
Dr Hans-Joachim Preuß
Dr Jürgen Wilhelm

L'information contenue dans ce message peut être transmise à d'autres. Si le message est utilisé dans d'autres bulletins ou services d'information - en partie ou en totalité -, la GIZ demande d'être informée avant la circulation ; envoyer à climate@giz.de

Si vous ne voulez plus recevoir ce bulletin, veuillez cliquer [ici](#).

Chargé de ce Bulletin :

Friedel Sehleier (climate@giz.de), [GIZ Climate Protection Programme](#), un projet réalisé au nom du Ministère Fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ)

Editeur :

Friedel Sehleier (climate@giz.de), GIZ

Auteurs :

Axel Michaelowa, [Perspectives GmbH](#) (www.perspectives.cc)
Friedel Sehleier (climate@giz.de), GIZ

Traduction :

La traduction en français de ce bulletin a été réalisée par Monsieur Sélim Jouini (selimjouini@yahoo.fr) dans le cadre du Projet CCC / GTZ Tunisie.

